Besançon

« Les déplacer n'a pas de sens » : la prise en charge des sans-abri en débat

Ce mardi, une conférence-débat à l'Institut régional du travail social (IRTS) propose un regard croisé entre le Québec et la France sur l'accompagnement des sans-abri. Deux géographes interviendront : la Québécoise Annie Fontaine et le Bisontin Alexandre Moine. Pour ce dernier, « il ne faut pas céder à la facilité du dégagement » des plus fragiles.

En France, on les appelle les sans-abri ou sans domicile fixe. Au Québec, les « personnes en situation d'itinérance ». « Un terme intéressant », note Alexandre Moine. « En France, on va parler d'errance, comme si les personnes à la rue étaient sans but. Or, ces personnes ont des journées qui s'inscrivent dans des temporalités maîtrisées : s'abriter la nuit, se restaurer, prendre une douche, faire la manche. »

Voilà une des différences entre la France et le Québec que le géographe bisontin, rattaché au laboratoire de recherche géographique et territoriale ThéMA de l'université Marie et Louis Pasteur, a découvert. Et qui sera discutée lors de la conférence-débat, ce mardi 3 février à l'IRTS de Franche-Comté, où il interviendra avec Annie Fontaine, professeure agrégée à l'école de travail social et de criminologie de l'université Laval à Québec. Depuis quelques mois déjà, ils échangent pour enrichir les pratiques professionnelles de chacun.

Point commun entre l'Hexagone et la Belle province : « La massification des personnes dans la rue, exactement pour les mêmes raisons. » « Au Québec, on parle d'une hausse de 44 % en cinq ans », expose Ariane Sousa-Caron, doctorante en travail social auprès d'Annie Fontaine, en visite pour un mois à Besançon.

Les explications sont multifactorielles : « L'effondrement de la psychiatrie, l'appauvrissement suite à la perte d'emploi, les ruptures familiales provoquées par des questions d'homophobie, de changement de sexe, la question croissante des violences intrafamiliales, les migrations et l'appauvrissement des personnes âgées, véritable bombe à retardement ».

« Une stratégie de survie physique et de survie sociale »

Alors qu'en France, l'accompagnement est plutôt structuré « par le haut », comme à Besançon où l'abri de nuit est géré par le CCAS, au Québec, les dispositifs sont davantage « laissés » aux associations, sans organisation structurée « pour éviter que les personnes meurent de froid », note Ariane Sousa-Caron. Selon la doctorante, qui travaille sur le quartier Saint-Roch à Québec, « la principale raison qui amène les personnes à se déplacer sont les plaintes des citoyens par rapport à l'aspect visuel. On les perçoit comme des déchets, des punaises, des rats. Ils sont analysés sous un angle esthétique. Pour éviter d'être vues, elles se déplacent, d'où l'emploi du terme invisibilisation. Il y a une stratégie à la fois de survie physique et de survie sociale ».

La boutique Jeanne-Antide, rue Champrond, accueille des personnes en situation de grande précarité. Photo Franck Lallemand

Déplacer la boutique Jeanne-Antide ?

Alexandre Moine fait le parallèle avec le quartier Battant à Besançon, classé quartier prioritaire de la ville depuis 2023, où il participe à des ateliers citoyens (*lire ci-dessous*). Lors du conseil municipal en septembre dernier, Ludovic Fagaut avait manifesté son souhait de déplacer la boutique Jeanne-Antide, qui accueille en journée, rue Champrond, des personnes en situation de grande précarité. « Elle ne peut plus être au cœur de ville, cela amène des problématiques de nuisances au quotidien », avait déclaré l'élu d'opposition, candidat aux municipales, qui a été invité à la conférence, tout comme Anne Vignot, elle aussi candidate.

« Il n'y aura jamais de bonne place pour les personnes sans domicile, sauf à les placer à l'extérieur de la ville, mais justement, il faut essayer de ne pas rompre le peu de socialisation qui demeure », estime Alexandre Moine. « Le fait de déplacer les gens n'a pas de sens. Ce serait un signe de faiblesse, d'abandon. Si on dit simplement police, nettoyage, déplacement, sans aucune intention de résoudre quoi que ce soit, c'est notre humanité qui continue de basculer vers le pire. Il faut conserver cette capacité à accompagner les plus fragiles. »

● **Éléonore Tournier**

Mardi 3 février de 14 h à 16 h, à l'IRTS de Franche-Comté. Ouvert à tous.

« L'idée est d'aider la population à comprendre la réalité des personnes en itinérance »

Été 2024. La situation est très tendue à Battant, avec des nuisances sonores au niveau du square Bouchot et des bagarres. À l'initiative d'une habitante, des rencontres sont organisées au tiers-lieu "Le 97". Depuis, six ateliers citoyens ont été menés auxquels ont participé une centaine de personnes, selon Alexandre Moine : des habitants, des commerçants, des SDF et des personnes du groupe d'entraide mutuelle les Amis de Ma Rue là.

Le géographe a proposé de cartographier les points positifs et négatifs du quartier. « Les participants ont collé des gommettes vertes pour ce qui va bien, des pastilles rouges pour ce qui ne va pas et noires pour ce qu'ils voulaient voir totalement disparaître. Je m'attendais à voir un paquet de pastilles noires sur Jeanne-Antide. Il y en a eu une seule. Quand on n'agite pas le chiffon rouge, quand on parle de manière apaisée, les gens ont un regard sur ces questions qui n'est pas si tendu. »

Le quartier Battant est classé quartier prioritaire de la ville depuis 2023. Photo Franck Lallemand

La médiation avant le dégagement

Tranquillité publique, espaces verts, propreté, commerces fermés, bornes : des thématiques ont émergé au fil des rencontres. « La rue Champrond pose problème car elle concentre l'accueil de jour et le SAAS (Service d'accueil et d'accompagnement social). Un peu plus haut, il y a l'abri de nuit. Il y a une triangulation qui fait que les gens restent sur place et ça, il faut le travailler et plutôt en médiation pour essayer de faire en sorte que les populations cohabitent malgré tout », estime le géographe.

Deux médiateurs ont été mis en place depuis l'été 2024. Un travail qui doit perdurer selon lui. Les prochains ateliers vont concerner les actions à mettre en place directement par les habitants.

« Le produit d'une société qui dysfonctionne »

Pour Alexandre Moine, « l'idée n'est pas de déplacer les personnes en itinérance et de les invisibiliser, mais au contraire d'aider la population à comprendre leur réalité pour créer une meilleure acceptation de ces personnes. Ces plus pauvres sont aussi le produit d'une société qui dysfonctionne, dans laquelle on n'a pas envie de voir la pauvreté, la folie, la vieillesse. D'une certaine manière, cela recoupe la façon dont on accompagne ou pas toutes ces personnes fragiles. »

● **E.T.**

▶ Les obsèques avec Libra MEMORIA

AUJOURD HUI

AVANNE-AVENEY
Raymond PIZARD, salle du crématorium à 16 h 30.

BESANÇON
Delphine GAYET, crématorium Saint-Claude à 9 h.
Monique PIGUET, cématorium Saint-Claude à 14 h 30.
Marie GULINI, crématorium Saint-Claude à 16 h 30.

FOURNET-BLANCHEROCHE
Marcel RENAUD, église Notre-Dame-des-Victoires à 14 h 30.

OUHANS
Robert DEFRASNE, église à 14 h 30.

DEMAIN

BESANÇON
Felice CILLI, salle de cérémonie Roc'Eclerc à 10 h 15.
Noëlle COLLETTE, église de Saint-Pie-X à 14 h.

MAÎCHE
Jean-Paul FEUVRIER, église à 14 h 30.